

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : MERLET, Michel

Titre : « Crise ou renaissance paysanne en Amérique Centrale », in *Les paysans peuvent-ils nourrir le Tiers-Monde ?*, pp. 183-196

Editeur : Publication de la Sorbonne, Paris

Date : 1997

CRISE OU RENAISSANCE PAYSANNE EN AMERIQUE CENTRALE ?

Michel MERLET
IRAM

Les revendications et les stratégies des organisations paysannes des pays d'Amérique Centrale ont commencé, au cours des dernières années, à se transformer en profondeur. Sans abandonner les luttes revendicatives immédiates, les organisations paysannes développent aujourd'hui de plus en plus leur capacité de proposition d'alternatives ; elles manifestent clairement leur volonté de rechercher au travers de négociations avec les gouvernements des solutions globales aux problèmes qui les affectent directement, mais aussi de participer activement à l'élaboration de réponses face à la crise économique que connaît la région, et d'être partie prenante dans la gestion d'une partie des circuits économiques liés à l'agriculture et à l'élevage ¹.

Cette recherche d'un autre modèle de développement, d'un modèle qui serait le leur, s'effectue de plus en plus à l'échelle de la région centraméricaine, et non plus seulement au niveau de chaque pays. Des échanges de plus en plus fréquents ont lieu avec d'autres secteurs sociaux. Les diverses stratégies possibles en matière de politiques de prix, de crédit, de commercialisation et de politiques foncières sont analysées et discutées dans cette perspective par de nombreuses organisations paysannes. La sécurité alimentaire, le développement durable, écologiquement viable sont devenus pour beaucoup d'entre elles des thèmes prioritaires.

Ce serait une erreur de ne voir dans ces manifestations qu'un effet de mode, ou l'influence de l'assistance d'organisations non gouvernementales nationales ou internationales. Les nouveaux positionnements des organisations paysannes se développent en réponse à des transformations structurelles des agricultures de la région. Ils sont le reflet de changements majeurs dans les rapports entre les paysanneries, les Etats et les sociétés centraméricaines.

¹ Roberto RODRIGUEZ ROJAS, "Mouvements paysans, alternatives de développement et sécurité alimentaire en Amérique Centrale : les scénarios d'une transition", *Revue Tiers Monde*, t.XXXII, n°128, octobre-décembre 1991.

Il nous faut, pour prendre la mesure de ces évolutions, revenir très brièvement en arrière. Le poids de la colonisation espagnole pèse encore aujourd'hui très lourd en Amérique Centrale : le génocide dont les indiens ont été victimes, leur réduction en esclavage puis, et surtout, l'instauration du régime colonial d'apartheid qui ne leur conférait qu'un statut d'individus de seconde catégorie, incapables de se gérer par eux-mêmes et nécessitant la protection et l'assistance des maîtres Espagnols, tous ces faits ont très durablement marqué les mentalités et la réalité sociale moderne. Avec l'Indépendance, les indiens (et les métis, qui ne se voyaient pas non plus reconnaître un statut d'homme à part entière dans la société coloniale et étaient toujours plus ou moins considérés comme des "hors-la-loi") sont en quelque sorte devenus des paysans. On retrouve au sein des classes dominantes le même mépris vis-à-vis d'eux que celui qu'elles avaient pour les indiens. C'est bien ce joug hérité de l'histoire coloniale que les nouveaux mouvements paysans cherchent à secouer définitivement en revendiquant le droit à la parole et en exigeant leur reconnaissance en tant que secteur clef des économies nationales. Cette aspiration peut commencer aujourd'hui à s'exprimer parce que les rapports de force entre le paysannat et les autres couches sociales se sont très progressivement mais considérablement transformés au cours des dernières décennies.

Développement des couches paysannes

Au cours des 40 dernières années, l'agriculture centraméricaine a connu d'importantes mutations, dont nous allons examiner les effets sur l'agriculture paysanne.

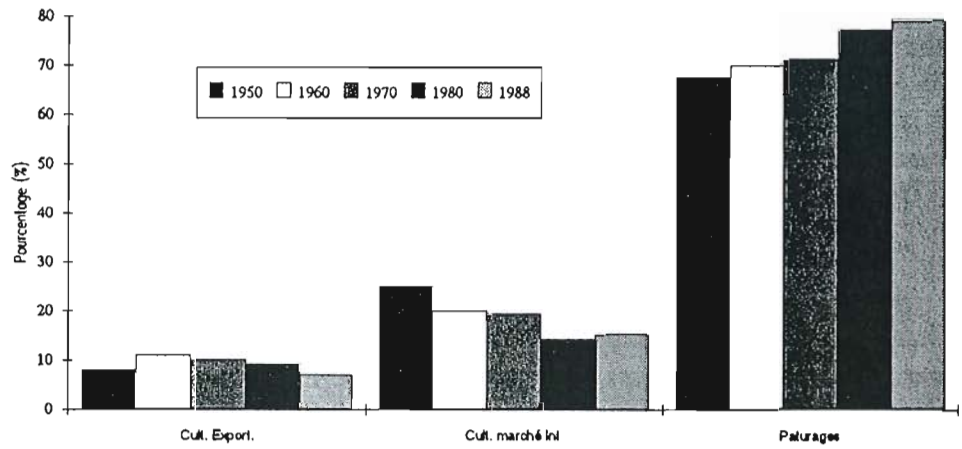
La surface agricole utile a été multipliée par 3, grâce à la progression d'un front pionnier qui a fait reculer la forêt dans tout l'isthme

Les deux premiers graphiques montrent que les pâturages se sont surtout développés. Les surfaces destinées à la production nationale, maïs, haricot, augmentent aussi légèrement, mais beaucoup moins que les surfaces en pâturages. Les surfaces destinées aux produits d'exportation augmentent au début de la période puis stagnent et régressent franchement au cours des dix dernières années.

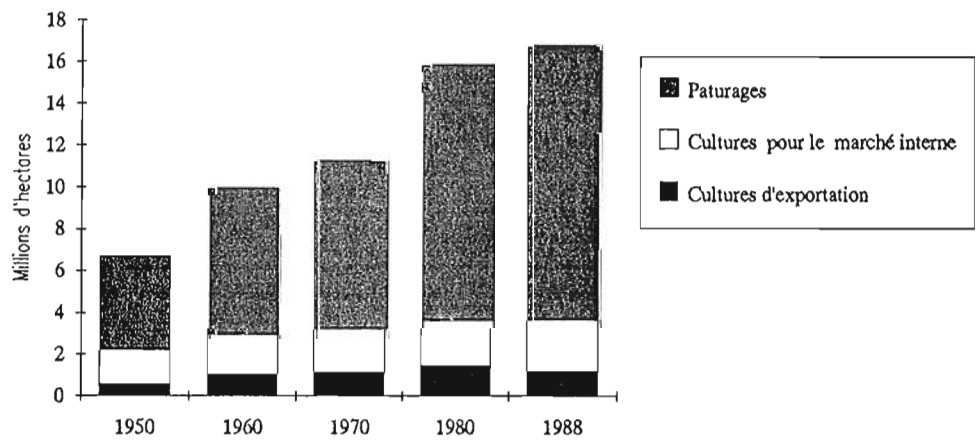
L'avancée de la "frontière agricole" a été le fait des exploitants forestiers, des compagnies bananières, mais aussi et surtout celui de la défriche paysanne, poussée par des conditions socio-économiques souvent dramatiques. Le phénomène se poursuit encore en ce moment avec une ampleur considérable dans les dernières grandes zones encore couvertes de

forêts, le Darien au Panama, les parties nord et sud du versant Atlantique du Nicaragua, la Mosquitia hondurienne, et le Peten au Guatemala.

Evolution de l'utilisation du sol en Amérique Centrale.



Evolution de l'utilisation du sol en Amérique Centrale.



Le développement des productions d'exportation ou de rente (café, coton, canne à sucre, tabac, bananes,...) et de l'élevage au sein de grandes exploitations issues le plus souvent de l'expansion des domaines espagnols, ou se développant sous la forme d'enclaves, et, d'une façon plus générale, tout le système agraire, a entraîné depuis des décennies un processus bien souvent décrit de concentration foncière, de paupérisation et de prolétarianisation des couches paysannes.

Cependant, l'existence de vastes zones encore vierges devenues accessibles par le développement progressif de voies de communication a permis une reconstitution permanente de la paysannerie sur les fronts pionniers. Globalement, depuis les années cinquante, il semble bien que, partout en Amérique Centrale, ce phénomène de recomposition des couches paysannes ait été très important.

Cette colonisation paysanne a pris différentes formes et a été plus ou moins organisée par les Etats, qui ont d'ailleurs souvent appelé abusivement "réforme agraire" des processus de colonisation planifiée.

Le cas du Costa Rica est caractéristique de cette politique de colonisation dirigée à grande échelle : en 1984, l'IDA, organisme d'Etat concerné, avait distribué 574 771 hectares, soit 19% des surfaces des exploitations agricoles².

En général, et à quelques exceptions près, ne bénéficiant pas de politiques agricoles cohérentes les favorisant et les protégeant, les agricultures paysannes pionnières n'ont pas réussi à se consolider et à s'intensifier et ont le plus souvent dû céder la place à des formes d'élevage extensif latifundiaire. Le phénomène est bien connu en Amérique latine, tout comme les implications qu'il entraîne sur les économies des pays concernés. Il y a donc eu constamment une véritable fuite en avant qui, tant que l'espace paraissait infini, n'a pas permis de prendre conscience du caractère non reproductible du système.

Les techniques de production se sont considérablement transformées

Sur le plan technologique, on constate toujours aujourd'hui la cohabitation de systèmes très anciens de défriche-brûlis le plus souvent dégradés, de systèmes avec traction animale et araire très peu évolués, et des systèmes de production les plus modernes. D'une façon générale, dans beaucoup de régions, l'introduction des composantes de la seconde révolution agricole, avec l'utilisation de produits de l'industrie chimique pour la reproduction de la

² Carlos R. RODRIGUEZ, *Tierra de labriegos*, FLACSO, 1993, p 239. Cet intéressant ouvrage dresse un tableau région par région de l'évolution du poids du paysannat au Costa Rica.

fertilité, le désherbage et, dans une moindre mesure, la motorisation, s'est opérée sans véritable transition à partir de systèmes d'agriculture forestière (défriche-brûlis ou défriche-pourrissage). Ce phénomène a été facilité par les politiques d'assistance technique et de distribution d'intrants subventionnés dans plusieurs pays de l'isthme³. Si cette évolution a permis une expansion rapide des surfaces cultivées, elle s'est traduite par une utilisation minière des ressources naturelles, qui a entraîné dans de nombreuses régions une chute vertigineuse de la fertilité des sols, voire des processus d'érosion difficilement réversibles à court terme.

Des processus de redistribution foncière, de réforme agraire, ont pu se mettre en place et avoir un impact national dans certains pays, au Honduras, au Salvador, au Panama et surtout au Nicaragua

Même quand ils ont été incomplets et imparfaits, ils ont souvent eu un impact réel sur le panorama agraire en favorisant l'apparition de structures paysannes spécifiques, les coopératives de production. Quelle que soit l'idéologie des gouvernements qui impulsèrent ces réformes, l'organisation en coopérative de production a été pratiquement toujours imposée aux paysans bénéficiaires de terres du secteur réformé : elle était censée représenter une forme plus avancée de production, compatible avec le progrès technique. Les courants syndicaux et politiques qui se réclamaient de "gauche" se sont opposés quasiment dans tous les cas à des redistributions individuelles de terres. Cette vision collectiviste s'est inscrite dans la continuité de l'idéologie dominante locale, qui considérait les paysans traditionnels comme étant un secteur "retardé", faisant obstacle au développement du pays.

Mais dans la pratique, la plupart de ces coopératives de production ont tôt ou tard opté pour une répartition plus ou moins clandestine de parcelles à leurs membres. Bien qu'entachées d'une forte insécurité en ce qui concerne le foncier, très pénalisante pour l'établissement de systèmes de production efficaces et durables, de nouvelles exploitations paysannes sont ainsi apparues.

Ce processus a été très puissant au Nicaragua, où le bilan de la réforme agraire sandiniste, des transformations impulsées par le gouvernement de Madame Violeta Chamorro, des luttes impulsées par la UNAG (Union Nationale des Agriculteurs et des Eleveurs) et la RN (Résistance Nicaraguayenne) et des évolutions spontanées du secteur réformé, montre très clairement une nette augmentation des surfaces contrôlées par le paysannat. Ainsi, les unités de production de moins de 150 hectares contrôlent

³ Le Nicaragua pendant la période sandiniste en est sans doute l'exemple le plus caricatural.

aujourd'hui environ 70% des surfaces en exploitation (voir tableau et graphique).

Nicaragua – Evolution de la structure foncière de 1978 à 1993

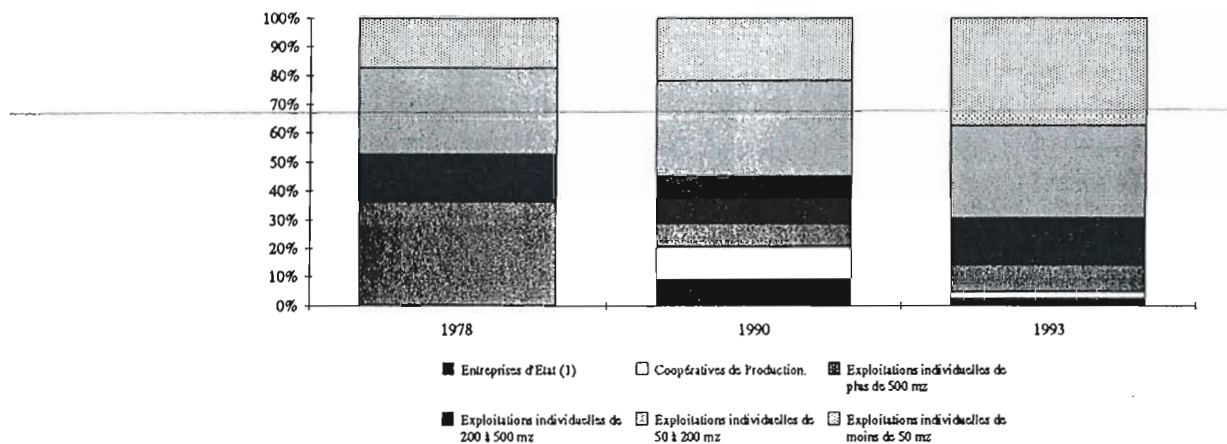
% Surface agricole utile du pays (1 mz = 0,7 ha)

	1978	% Surf	1990	% Surf	1993	% Surf
Entreprises d'Etat (1)	0	0%	724	9%	209	3%
Coopératives de Production.	0	0%	895	11%	179	2%
Exploitations individuelles de plus de 500 mz	2 920	36%	646	8%	769	9%
Exploitations individuelles de 200 à 500 mz	1 311	16%	1 296	16%	1 296	16%
Exploitations individuelles de 50 à 200 mz	2 431	30%	2 606	33%	2 606	32%
Exploitations individuelles de moins de 50 mz	1 411	17%	1 736	22%	3 035	38%
TOTAL	8073	100%	7903	100%	8 094	100%

(1) ou sociétés anonymes par actions avec participation des travailleurs en 1993.

Reconstruction des données réalisée à partir de : CIERA 1989, Wheelock 1990, INRA 1993.

Nicaragua : Evolution de la structure foncière de 1978 à 1993 (1mz= 0,7ha)



Enfin, la croissance accélérée des villes a profondément modifié l'articulation de l'agriculture paysanne avec un marché intérieur en pleine croissance

Le développement des marchés urbains, tant pour les produits vivriers de base (maïs, haricot, riz, banane plantain) que pour les fruits et légumes, a signifié pour l'économie paysanne de nouveaux débouchés. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, la politique des différents gouvernements a été de privilégier la production alimentaire nationale. Des secteurs importants du paysannat ont pu bénéficier de ces nouveaux marchés, intensifier leur production et ce, tout particulièrement dans les zones périurbaines (c'est le cas par exemple au Nicaragua pour les zones voisines de la capitale, Masaya et Carazo).

Bien qu'il ne soit pas possible de chiffrer de manière précise le phénomène au niveau centraméricain, les éléments que nous venons d'évoquer indiquent une tendance à l'élargissement de l'assiette de l'agriculture paysanne dans la région depuis les années cinquante. On peut ainsi affirmer que, pendant les quarante dernières années, les tendances de reconstitution de la production paysanne l'ont emporté sur celles de destruction et de prolétarianisation.

Des paysanneries menacées

Pendant les années 50, 60 et 70, les pays d'Amérique Centrale ont connu un développement très fort de l'agroexportation. Le phénomène a été très bien et très longuement documenté. Quand on évoque la période économiquement faste des années soixante-dix, c'est en général surtout de cela que l'on parle. Cette apogée de l'agroexportation s'est développée en même temps que l'expansion de la surface cultivée : les deux phénomènes ont été totalement concomitants. On les a souvent analysés dans des termes dualistes, en disant que les petits producteurs du minifundium fournissaient la main-d'oeuvre pour les grandes plantations de coton et de café. En fait, le phénomène a été notablement plus complexe ; sans la réapparition encouragée d'une agriculture paysanne dans les zones de frontière agricole, responsable de la production vivrière à bas prix, mais aussi dans certaines zones de plantations de café, on ne peut pas comprendre comment un tel développement de l'agroexportation a été possible.

Mais ce processus ne peut pas continuer indéfiniment : la frontière agricole s'éloigne de plus en plus des centres urbains et des centres de la vie économique des différents pays ; les conditions d'exploitation de la forêt deviennent de plus en plus difficiles, les sols de moins en moins riches, les

précipitations de plus en plus importantes. En bref, les possibilités de continuer le processus d'expansion diminuent.

A la fin des années soixante-dix, les prix mondiaux du café et du coton sont exceptionnellement élevés : pour cette raison, et malgré un endettement croissant, on ne se rend pas compte que l'ensemble du système entre dans une crise profonde et que l'articulation entre le déplacement de la frontière agricole, le développement de l'agroexportation, et la croissance des villes devient de plus en plus difficile à gérer.

La crise éclate dans les années quatre-vingt. Contrairement aux années antérieures, cette décennie est caractérisée par une croissance économique de l'ordre de 5%, pour la production agricole et d'élevage sur les dix années. Dans les années antérieures, la croissance avait été de l'ordre de 5% par an, parfois plus. Il y a donc ralentissement, stagnation de la production. La chute des exportations est impressionnante. Les exportations de coton disparaissent. Malgré l'expansion des pâturages, il n'y a plus d'augmentation du cheptel.

Nous n'aborderons pas ici les manifestations politiques de cette crise, la révolution au Nicaragua, les tentatives insurrectionnelles au Salvador.... Ce qui nous intéresse, c'est de voir dans quelle mesure la crise va affecter le développement des organisations paysannes et dans quelles niches sociales, écologiques ou économiques vont réussir à se maintenir ou à se développer des agricultures paysannes relativement prospères.

Nous avons vu que les réformes agraires n'avaient favorisé que les coopératives de production et la redistribution des terres individuelles était restée faible : leur impact économique immédiat restera pour cette raison extrêmement limité. Leur impact politique sera par contre important. Les interventions de formation professionnelle coopérative et technique⁴, organisées le plus souvent avec l'appui de programmes publics, auront un impact important sur la formation des dirigeants des organisations paysannes dans les quatre pays concernés, le Panama, le Nicaragua, le Honduras et le Salvador : il s'agit avant tout de faire accepter par les paysans le modèle collectiviste, de prôner un fonctionnement d'"entreprise moderne". Le discours est toujours le même : moralisateur (on lutte contre l'individualisme des paysans), vertical (ce sont les techniciens qui apportent le progrès) ; il ne favorise pas du tout la structuration d'un mouvement paysan véritable⁵. Dans bien des cas, on a l'impression que l'effet véritable de cet accompagnement est

⁴ En espagnol : *capacitación*

⁵ On pourra consulter à ce sujet les écrits de C.SANTOS de MORAIS, un des principaux idéologues de ces "formations", et en particulier son petit texte intitulé "la teoría de la organización".

plutôt de désamorcer les luttes paysannes pour la terre, en réduisant les perspectives d'accéder à une parcelle individuelle.

Au Nicaragua, cependant, l'ampleur de la mobilisation populaire permettra finalement une transformation très profonde des structures agraires.

Certains secteurs péri-urbains continuent à développer des agricultures relativement intensives, profitant de l'expansion des grandes métropoles de la région qui bénéficient d'une situation économique en apparence prospère, en grande partie artificiellement maintenue par la politique macroéconomique. Ainsi, au Nicaragua, la prospérité sera maintenue jusqu'au milieu des années 80 alors qu'en fait la situation réelle est tout autre ; mais, pour les paysans qui se trouvent à côté de la capitale, l'essentiel est de pouvoir vendre des légumes. L'agriculture périurbaine se développe essentiellement grâce à des politiques de subvention des intrants, des engrais et des pesticides.

On retrouve un autre cas un peu similaire avec les producteurs de maïs et de haricot du Costa Rica. La politique de soutien des prix a permis à ces paysans installés depuis 10 ou 20 ans sur des terres de réforme agraire ou de colonisation de produire dans des conditions économiques favorables et de s'assurer une certaine stabilité.

Au Honduras, un secteur jusqu'alors resté marginal, celui des petits producteurs de café, connaît dans les années quatre-vingt une prospérité certaine. Alors que la production était surtout polarisée sur la banane dans les grandes enclaves de la côte Nord, les petits producteurs paysans sont responsables de l'augmentation de la production de café, qui devient, suivant les années, la première ou la seconde source brute de devises. Plus de 60% de la production nationale se réalise dans des exploitations qui ont moins de 7 hectares de plantation de caféiers.

Le contexte de crise s'accompagne de la migration d'un grand nombre de personnes aux Etats-Unis ou dans les pays voisins, alors que, en contrepartie, arrive dans les campagnes une grande quantité de dollars, lesquels peuvent également générer des dynamiques d'accumulation dans les différents pays.

Esquisse d'une typologie des organisations paysannes

Les organisations paysannes de l'isthme centraméricain sont de natures très diverses⁶. Les conditions de leur émergence, leur composition, leurs objectifs diffèrent, rendant difficile toute simplification excessive. Au risque d'être quelque peu schématique, et sans prétendre rendre compte de toutes les

⁶ Voir à ce sujet les publications de la FPH et du CEDAL, *Programa de Agricultura Campesina y Modernización, Cuadernos Campesinos*.

facettes des mouvements paysans régionaux, nous les avons regroupées en cinq grandes familles.

Cet examen nous permettra de constater que ce sont surtout les secteurs dynamiques dont nous venons de parler qui vont donner naissance à des organisations paysannes aux pratiques novatrices.

Les organisations dont la naissance a été directement liée aux processus de réforme agraire mis en place par les Etats

A l'origine, les gouvernements les ont le plus souvent encouragées et aidées dans leur développement ; ils les ont parfois créées de toutes pièces. D'autres organisations plus indépendantes ont parfois surgi par la suite, le plus souvent par le biais de scissions, tout en gardant un certain nombre de caractéristiques communes avec leurs aînées.

Les organisations du secteur réformé du Honduras, l'ANACH, la FECORAH, l'ACAN, la OCH, et la CNTC se rattachent toutes à ce groupe. La plupart des organisations paysannes salvadoriennes également. Souvent très peu implantées dans les secteurs non coopératifs, elles n'ont eu traditionnellement qu'une vision partielle de la question agraire nationale. Elles sont souvent très revendicatives et ont été habituées à de fortes subventions par les politiques préférentielles dont ont bénéficié leurs associés.

Elles peuvent ou non être liées à des partis ou des mouvements politiques, sans que cela se traduise par des positions radicalement différentes sur la question agraire.

Les organisations paysannes fondées par et liées directement à des partis politiques et ne faisant pas partie du premier groupe

Elles ont existé historiquement au Costa Rica et dans la plupart des pays, bien qu'elles n'aient pratiquement jamais représenté une véritable force. Elles ont aujourd'hui perdu énormément d'importance.

Les organisations qui se sont constituées à partir d'un dynamisme économique spécifique

On retrouve parmi elles l'organisation des petits producteurs de café du Honduras, AHPROCAFE. Bien que née avec l'appui de l'Etat, elle a gagné un degré d'indépendance important et a commencé à intervenir dans la transformation du café en rachetant une usine de traitement qui lui permet désormais d'exporter.

De même les organisations costariciennes, qui se sont créées au début de la décennie des années quatre-vingt en marge des organisations liées à des partis et en général sur la base de petits groupes locaux qui cherchaient à se

donner une expression indépendante des groupes classiques intervenant sur la scène politique, ont pour base sociale l'une, les petits producteurs de café de légumes (UPA) et l'autre, les petits producteurs de grains de base (maïs, haricot, riz) qui avaient connu une période de prospérité avec la politique agricole de leur pays jusqu'au milieu des années quatre-vingt (Consejo Justicia y Desarrollo).

Les organisations de type coopératif (autres que les coopératives de Réforme Agraire), dont certaines en Amérique Centrale ont connu un développement important (cas de la Coopérative Juan XXIII au Panama, de Coopéagri au Costa Rica, ...)

Il faudrait ajouter à cette liste les organisations indigènes, elles aussi très diversifiées et dont certaines présentent les caractéristiques d'organisations paysannes.

Le cas de la UNAG au Nicaragua est un peu plus complexe ; cette organisation regroupe en effet les coopératives du secteur réformé, mais aussi des producteurs individuels en général assez aisés. Multifacétique, la UNAG s'est engagée dans la constitution d'entreprises de transformation des produits agricoles, de commercialisation, de taille nationale. Elle envisage de monter sa propre banque pour financer ses activités agroindustrielles. Elle a aussi créé sa propre fédération de coopératives, et investi d'autres terrains, en développant un travail d'échanges technologiques entre paysans pauvres intitulé "de paysan à paysan".

Les évolutions actuelles des organisations paysannes : s'émanciper, se faire reconnaître et inventer leurs solutions propres

Avec l'application des politiques d'ajustement à la fin des années quatre-vingt, les possibilités de survie et de développement de nombreux secteurs paysans se sont brutalement réduites. Suite à la paupérisation des couches moyennes, les marchés urbains voient leur capacité d'absorption diminuer et la plupart des systèmes de production qui avaient pu se développer grâce à des intrants très bon marché devront être abandonnés. Globalement, l'ouverture des frontières aux grains importés commence à avoir des effets très négatifs sur la production, l'arrêt des politiques de subvention que ce soit au niveau du crédit, de la mécanisation, des intrants, ou au niveau de la politique monétaire nationale, a également un effet immédiat très négatif sur ces débuts d'intensification que l'on pouvait noter dans le monde paysan. Certains paysans arrivent à se reconvertir dans les produits non traditionnels, souvent pour l'exportation (fleurs pour les USA, par exemple), mais cela ne représente qu'une partie tout à fait minoritaire de la paysannerie nationale.

Dans ces conditions, les organisations paysannes se sont rendu compte qu'elles avaient dans chaque pays des problèmes extrêmement semblables, des préoccupations comparables, et ce, quelle que soit leur idéologie affichée ; elles avaient intérêt à s'entendre entre elles, à discuter, et à voir ce qu'elles pouvaient faire avant qu'il ne soit trop tard pour essayer d'enrayer cette évolution qui semble aller d'une manière irréversible vers un déclin, une faillite de l'agriculture paysanne dans la région. Il fallait au contraire essayer de renforcer les structures positives qui étaient apparues localement et qu'il y avait, non seulement pour elles, mais aussi pour leurs gouvernements respectifs, intérêt à proposer une voie de développement différente.

Ayant des expériences très variées, ces organisations avaient jusqu'à présent très peu eu l'occasion de se connaître et de travailler ensemble. La situation actuelle les force à ne plus se contenter de formuler des revendications et les oblige à concevoir une stratégie de proposition. C'est là une condition pour se faire reconnaître comme des acteurs indispensables dans les différents pays d'Amérique Centrale.

Leur lutte s'exprime à deux niveaux : politique et économique. Au niveau politique, il faut être reconnu comme interlocuteur ; au niveau économique, il faut avoir les moyens de pouvoir constituer aussi réellement des partenaires économiques.

Les organisations paysannes ont pris conscience que les formes d'organisation au niveau de la région devaient évoluer. Les fédérations et les confédérations avec des structures administratives lourdes bloquent le développement et l'autonomie de chacune des organisations nationales et ne peuvent aider efficacement à relever le défi.

La constitution en 1991 d'ASOCODE, Association des Organisations Paysannes Centraméricaines pour la Coopération et le Développement, regroupant la plupart des organisations paysannes de la région, des organisations aussi différentes par exemple que celles qui avaient travaillé avec Omar Torrijos au Panama, et celles du Costa Rica qui, avant tout, affirmaient n'être pas de gauche, représentait déjà en soi un phénomène intéressant.

ASOCODE est en quelque sorte à la fois une structure de coordination et une ONG appartenant aux organisations membres. Elle bénéficie de l'aide de la coopération internationale et a aussi pour but d'apporter un appui aux différentes organisations dans leur réflexion sur leur stratégie. Elle part du principe qu'aucune organisation, même très forte au niveau national, n'arrivera toute seule à créer un rapport de force suffisant pour pouvoir faire évoluer la situation de chaque pays et a fortiori celle de l'ensemble de la région. L'idée

est de dépasser le niveau national pour pouvoir, au niveau régional, instaurer des rapports de force différents en jouant la carte de la concertation, mais en même temps sans renoncer à la possibilité d'avoir des luttes revendicatives très fortes, au niveau de chacun des pays.

Les organisations paysannes ont demandé et obtenu la reconnaissance d'ASOCODE comme interlocuteur régional par la conférence au sommet des différents chefs d'Etat et par le Conseil des Ministres de l'Agriculture de la région. Pour la première fois sans doute, le droit des paysanneries à prendre part aux discussions sur l'avenir économique de la région commençait à être reconnu, au même titre que le secteur de la grande entreprise privée. Bien sûr, c'est encore pour le moment plus un symbole qu'un levier efficace de pression, mais c'est un instrument important qui permet d'ouvrir de nouveaux espaces dans les pays comme le Guatemala, où la situation de répression contre les mouvements paysans reste très dure.

Les organisations qui intègrent ASOCODE ont différents thèmes de travail prioritaires. Citons parmi les principaux le crédit rural, la commercialisation, les transformations agroindustrielles, le développement durable.

Chaque organisation garde toute sa liberté d'action. De fait, un grand nombre d'expérimentations sociales se mettent en place dans chacun des pays, et il existe désormais un réseau qui permet aux différents acteurs d'en avoir connaissance et d'échanger leurs expériences. L'isolement respectif de chaque mouvement s'en trouve rompu, et on constate une accélération des innovations. On pourrait citer de nombreux exemples sur chacun des thèmes.

Sur le plan économique, un certain nombre d'organisations prennent des initiatives originales, qui ne sont pas toujours très faciles à combiner avec la défense de l'ensemble du paysannat pauvre des différents pays. Nous avons évoqué l'achat par l'association des petits producteurs de Café du Honduras (AHROCAFE) d'une usine de traitement du café, lui permettant d'exporter directement sur le marché mondial. Cette usine, bien qu'appartenant aux producteurs de café, a du mal à capter directement le café des petits producteurs. Des problèmes de crédit, de besoin d'argent liquide font que ceux-ci restent encore extrêmement dépendants des commerçants et des intermédiaires locaux. Il reste encore tout un travail à faire mais la démarche est intéressante. Le processus que suit la UNAG au Nicaragua est assez semblable. L'idée est de constituer des structures économiques de transformation des produits qui permettent à ces organisations d'être présentes comme groupe économique dans leurs pays respectifs. Il y a certes une contradiction entre cette volonté et la défense des groupes économiquement les plus vulnérables, laquelle est très importante et n'est pas du tout résolue.

Le développement du mouvement "de Paysan à Paysan", au Nicaragua, qui s'inscrit depuis 6 ans dans l'agenda de la UNAG et a commencé par des échanges avec des paysans mexicains, illustre bien cette accélération des innovations à partir d'un programme d'échanges horizontaux entre paysans. Les résultats obtenus en matière de conservation des sols, de gestion de l'eau, de reconstitution de la fertilité, grâce à des légumineuses, de couverture à l'utilisation de compost et de fumier et à l'amélioration de la traction animale, sont impressionnants et dépassent de loin les résultats des projets classiques de développement ; les paysans nicaraguayens et leur organisation, principaux protagonistes de cette initiative, sont en train de réinventer une réponse à un des problèmes clefs des systèmes agraires de l'isthme. Ils fournissent la preuve localement que les paysanneries constituent les acteurs les mieux à même de gérer les ressources naturelles sans les dégrader, quand l'accès à la terre leur est assuré.

Enfin, il faut signaler la conscience de plus en plus forte que les paysans seuls n'arriveront plus désormais à changer la situation. ASOCODE travaille également au rapprochement avec les autres secteurs de la société centraméricaine, notamment avec les secteurs urbains et certains secteurs de la bourgeoisie nationale, essentiels pour faire en sorte que le développement de la région prenne réellement en compte l'agriculture paysanne.

Il semble bien qu'un processus important soit désormais engagé, et que peuvent naître de nombreuses potentialités des innombrables échanges qui ont aujourd'hui lieu entre les paysanneries et leurs organisations. Les tensions sociales restent très fortes en Amérique Centrale et la situation économique est toujours très difficile. Les résultats et l'issue de ces initiatives paysannes restent encore incertains, car les politiques agricoles en vigueur n'ont toujours pas vraiment, dans la plupart des pays de l'isthme, subi les transformations dont l'agriculture paysanne aurait besoin pour exprimer tout son potentiel, et il persiste de solides oppositions au sein des oligarchies locales pour arriver à changer cet état de fait.